

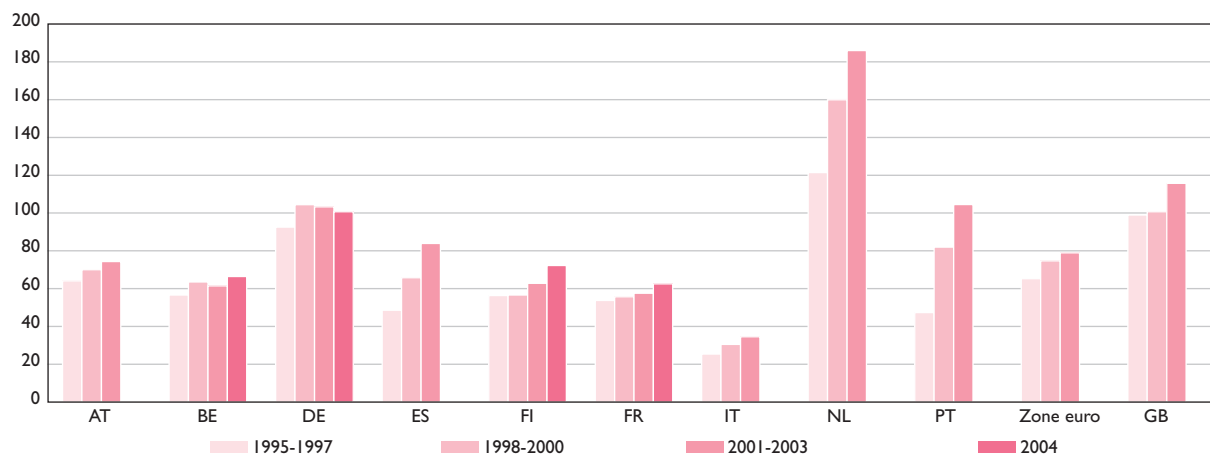
L'endettement des ménages Comparaisons européennes

L'essor rapide de l'endettement des ménages, notamment lié au dynamisme des crédits au logement, est loin d'être une spécificité française. Cette évolution caractérise également la plupart des pays de la zone euro et conduit à s'interroger sur le comportement des ménages européens¹, en particulier du point de vue de l'intensité et des modalités de leur endettement.

La dette des ménages de la zone euro, au sens de la comptabilité nationale, représente aujourd'hui environ 80 % de leur revenu disponible brut (RDB), alors qu'elle n'en représentait que 65 % sur la période 1995-1997. Ce ratio global masque cependant une très grande hétérogénéité des situations entre les États membres, tant en niveau qu'en évolution. Les Pays-Bas se distinguent par la conjonction d'un niveau élevé et d'une croissance très vive des crédits ; le Portugal et l'Espagne, caractérisés par une situation d'endettement des ménages relativement faible en début de période, par rapport à la moyenne de la zone euro, ont connu, depuis, un mouvement de rattrapage ; après une hausse en début de période, le poids de la dette des ménages stagne à un niveau élevé en Allemagne ; l'Italie reste le pays où les ménages sont le moins endettés ; en France, le poids de la dette des ménages, qui se situait au niveau de la Belgique et de la Finlande dans les années 1995-1997 (à environ 55 % du RDB), a progressé relativement moins vite et demeure encore en deçà de la moyenne de la zone euro.

Endettement des ménages

(en % de leur RDB)



Note : La moyenne de la zone euro n'intègre pas la Grèce, l'Irlande et le Luxembourg dont certaines données ne sont pas disponibles.
Source : Eurostat

¹ Pays de l'ex Europe des quinze et pays de la zone euro

Mots clés : Endettement, ménages, crédit à l'habitat,
crédit immobilier, taux fixe, taux variable, durée des crédits,
période de fixation initiale du taux d'intérêt, offre de crédit,
demande de crédit, *loan to value*
Code JEL : G21

Dans l'ensemble de la zone euro, l'endettement des ménages est toujours principalement contracté à long terme et finance majoritairement l'achat de logements. Les situations sont cependant très diverses selon les États membres, tant en termes de caractéristiques des prêts (durée, mode de fixation des taux, apport personnel...) que d'environnement institutionnel et juridique.

Les deux articles ci-après analysent ces différences au sein de la zone euro mais aussi les domaines dans lesquels semble s'opérer une convergence progressive du comportement d'endettement.

Le premier fait la synthèse d'une étude de l'Observatoire de l'épargne européenne sur l'endettement des ménages européens en 2004, réalisée pour le Comité consultatif du secteur financier, et dont la version intégrale est disponible sur le site du Comité.

L'étude consiste en une analyse comparative de l'endettement des ménages en Europe, fondée sur les comptes nationaux harmonisés selon les normes européennes SEC 95 et sur certaines statistiques complémentaires provenant d'associations professionnelles nationales, européennes et de banques centrales nationales. Elle porte sur les encours d'endettement des ménages européens, la structure de l'endettement selon la durée et sa nature, et analyse pour quatre pays la diffusion du crédit selon le profil sociodémographique des ménages et leur épargne.

La seconde étude constitue le premier volet des résultats d'un groupe de travail interne à la Banque de France visant à établir une comparaison détaillée des statistiques disponibles en matière de crédits à l'habitat au sein de la zone euro et des facteurs qui peuvent être à l'origine de ces différences. Il utilise les données collectées par les banques centrales nationales pour le compte de la BCE aux fins d'élaboration des statistiques monétaires, agrégées selon une méthodologie commune. Un certain nombre d'évolutions plus globales sont expliquées à partir des données trimestrielles, disponibles pour l'ensemble des pays de la zone euro depuis fin 1998 et des réponses qualitatives des banques centrales à un questionnaire qui leur a été adressé. Après une description de l'hétérogénéité des situations au sein de la zone euro, ce second article traite des facteurs susceptibles d'influencer le marché du crédit à l'habitat, répartis en trois catégories : ceux relevant de l'environnement macroéconomique, ceux influençant la demande et ceux affectant l'offre de crédit.